

DÉCLARATION LIMINAIRE
AU COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE
DU 7 JUIN 2018

Pour Solidaires Finances, l'action sociale est l'affaire de toutes et tous, en activité, à la retraite ou ayant droit.

Face à la complexification des démarches administratives, il est important de pallier le déficit d'informations en renforçant la proximité des acteurs et actrices de l'action sociale avec ses bénéficiaires.

L'attachement à une action sociale forte passe par la promotion de réponses collectives aux besoins des agents, au lieu d'une unique réponse individuelle. Réponse collective qui a ainsi pour objectif de renforcer le lien social dans nos administrations.

L'action sociale est essentielle pour les agents, leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie à toutes les périodes de leur existence.

Dans un contexte actuel de remise en cause des aides sociales, de restrictions budgétaires, tout cela tendant à un nivellement par le bas, Solidaires Finances s'inquiète de l'avenir de nos Délégations et des Comités Départementaux d'Action Sociale, alors que l'existence des CHSCT et des CAP est menacée. L'ADN de ces instances est bien la défense des agents et de pouvoir améliorer leur quotidien, face à l'arbitraire, à l'injustice ou au laisser faire de nos responsables administratifs.

Sans cesse reporté, le rapport du comité CAP 2022 transpire déjà d'annonces parmi les pires jamais faites concernant l'avenir de nos services publics, et de nos services économiques et financiers en particulier. Alors que les agents de la SNCF font preuve de courage pour défendre, envers et contre tout, le service public ferroviaire, les services hospitaliers, d'éducation, postaux, municipaux, sont dans la même tourmente que celle qui s'acharne sur nos missions, nos services et nos emplois, seuls aptes à les assurer.

Le gouvernement s'attaque clairement aux fondamentaux de notre pacte républicain : le droit du travail, la protection sociale et le service public.



Lors des journées des 22 mars et 22 mai, partout en France, de nombreux fonctionnaires étaient en grève et en manifestations.

À la DGFIP, c'est toujours un agent sur quatre qui a répondu à l'appel de l'intersyndicale. Ce chiffre montre la persistance d'un fort mécontentement parmi les personnels.

Dans le Nord, le mouvement connaît une plus grande ampleur avec le blocage, deux semaines durant, du Centre d'Encaissement de Lille et du Service du Courrier de la DRFIP. La mise en place d'une caisse de grève, preuve de l'encouragement de tous les collègues, a permis d'éviter des pertes de salaires trop importantes. L'annonce de la fermeture de plusieurs Trésoreries, la fusion de services de gestion hospitalière, la faiblesse des mutations et la nouvelle annonce de suppression d'emplois, n'annoncent rien de bon pour les agents ni pour les contribuables qui voient s'éloigner le service public de proximité.

Dans ces conditions plus que difficiles, les services sociaux sont mis à contribution et leur existence prouvera de plus en plus leur importance.

Concernant l'ordre du jour de ce comité:

la restauration collective continue, hélas, de connaître une fréquentation descendante. Solidaires Finances regrette cet état de fait. Si les causes en sont nombreuses, les conditions de rémunérations des agents y sont certainement pour beaucoup, de même que le besoin de changer d'air pendant la pause méridienne. La multiplication des chèques-restaurant, beaucoup plus coûteux, n'étant certainement pas la solution la meilleure.

Sur les autres points, Solidaires Finances interviendra au fur et à mesure des présentations.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifip59@dgifp.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)